

## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES/SERVICES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

(CCAP N° DIRMED-24-012)

#### ***l'Acheteur***

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

#### ***Représentant de l'acheteur (RA)***

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée, par arrêté préfectoral n°13-2021-01-11-015 du 11 janvier 2021.

#### ***Objet du marché***

Fourniture, pose et dépose de signalisation routière verticale temporaire et permanente sur le réseau routier national structurant de la DIR Méditerranée

Le présent CCAP comporte 35 pages.

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b><u>4</u></b>
1-1. Objet du marché et Normes.....	<u>4</u>
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	<u>6</u>
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	<u>6</u>
1-4. Passation des commandes.....	<u>7</u>
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>8</u>
1-6 Mesures de sécurité – Prestations intéressant la Défense – Obligation de discrétion.....	<u>8</u>
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	<u>8</u>
1-8. Dispositions générales.....	<u>8</u>
1-9. Ordres de service.....	<u>11</u>
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES ET CONTRACTUELLES DU MARCHE.....</b>	<b><u>12</u></b>
<b>ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES...</b>	<b><u>13</u></b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	<u>13</u>
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	<u>13</u>
3-3. Variation dans les prix.....	<u>20</u>
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	<u>21</u>
<b>ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b><u>21</u></b>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	<u>21</u>
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	<u>22</u>
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	<u>22</u>
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	<u>23</u>
4-5. Interventions urgentes.....	<u>23</u>
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....</b>	<b><u>24</u></b>
5-1. Retenue de garantie.....	<u>24</u>
5-2. Avances.....	<u>24</u>

<b>ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b><u>25</u></b>
6-1 Caractéristiques, qualités, vérification, essais et épreuves des matériaux et produits....	<u>25</u>
6-2 Essais.....	<u>25</u>
<b>ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXECUTION DU MARCHE.....</b>	<b><u>26</u></b>
7-1. Période de préparation.....	<u>26</u>
7-2. Programme d'exécution.....	<u>26</u>
7-3. Conditions d'exécution.....	<u>26</u>
7-4. Conditions d'intervention.....	<u>28</u>
7-5. Formation.....	<u>28</u>
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	<u>29</u>
<b>ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b><u>30</u></b>
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	<u>30</u>
8-2. Admission.....	<u>31</u>
8-3. Garantie(s).....	<u>31</u>
<b>ARTICLE 9. RESILIATION.....</b>	<b><u>32</u></b>
<b>ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....</b>	<b><u>32</u></b>
<b>ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....</b>	<b><u>33</u></b>
11-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser.....	<u>33</u>
11-2. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	<u>34</u>
<b>ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b><u>35</u></b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

*Le CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1-1. Objet du marché et Normes**

Ce document constitue le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) pour l'ensemble des lots de l'accord-cadre de fourniture, pose et dépose de signalisation routière verticale temporaire et permanente sur le réseau routier national structurant de la DIR Méditerranée. Il définit les conditions et modalités d'exécution de cette prestation.

La consultation concerne :

- La fourniture de signalisation routière verticale :
  - signalisation de police (signaux permanents de type A, AB, B, C, CE, G, J4-5, M, supports et liaisons) ;
  - signalisation de direction (signaux permanents de type D (20-70), Dv, Dp, Dc, E (30-60), EB, H, ID, SI, Sc, SE, SU, les structures, les supports et les liaisons, les mentions et symboles obtenus par sérigraphie, la fourniture de signalisation de type SD1, SD2 et SD3) ;
  - signalisation d'information de sécurité routière, de type SR
  - signalisation temporaire de chantier (signaux de type AK, B, C, K, KC, KD, KM, KR, KS, les accessoires pour panneaux, socles, supports ...).
  - balises plastiques de type J ;
  - supports, (de section circulaire, carrée ou rectangulaire fermés avec leur bouchon supérieur) ;
  - dispositifs de fixation et divers matériels (supports, platine d'ancrage, embase, rainure, boulonnerie, collier, bouchon pour support, pied universel fixe ou repliable, pied lyonnais, etc..., ainsi que la fourniture des mâts avec leur embase et leur capuchon).
- La pose de signalisation routière verticale :
- La fourniture et la pose de portiques, potence et hauts mâts ;
- La dépose de signalisation verticale y/c la mise en dépôt, ou l'évacuation en décharge conformément au SOSED :
- La dépose de structures :
  - portiques, potences et hauts mâts, et les accessoires (échelles, crinolines, passerelles, chemin de câble, garde corps etc ...) y/c la mise en dépôt, ou l'évacuation en décharge

conformément au SOSED...

Elles sont soumises aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail, articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11. En conséquence l'attention des candidats est attirée sur les stipulations de l'article 3-2.1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : réseau routier exploité par la DIR Méditerranée, réseaux routiers connexes à proximité du réseau DIR Méditerranée et éventuels itinéraires de déviation.

LOT1 : DADS (Département des Alpes de Hautes Provence, Département des Hautes Alpes) ;

LOT2 : DRC (Département du Gard, département de l'Hérault, département de la Lozère, département du Vaucluse) ;

LOT3 : DU (Département des Bouches du Rhône, département du Var).

### **Points de livraison**

Les principaux points de livraison sont les suivants :

- LOT1 DADS :
  - Département des Alpes de Hautes Provence :
    - Rue Quartier la Tour – ZS St-Christophe – 04000 – Digne les Bains
    - Chemin des Iscles – 04170 – Saint-André les Alpes
  - Département des Hautes Alpes :
    - 6 Rte de Patac – 05000 – Gap
    - 11-1 avenue des Esclots – 05500 – Saint-Bonnet en Champsaur
    - 183 route de vachères – 05200 – Baratier
    - 19 avenue Beaugard – 05120 – L'Argentière
- LOT 2 DRC :
  - Département du Gard
    - 89 rue Weber – 30907 – Nîmes
    - 105 Vieille route – ZA Lallemande – 30 670 – Aigues Vives
    - N°7 – RD8 – 30190 – Boucoiran et Nozières
    - 2 impasse du Vélodrome – 30110 – Branoux-les-Taillades
- LOT3 DU :
  - Département des Bouches Du Rhône
    - Chemin du Commandant Matteï – 13240 – Septèmes-les-Vallons
    - 99 chemin de la Pelouque – 13016 – Marseille
    - 760 chemin des Piboules – 13100 – Aix-en-Provence
    - Route de la Gare – 13117 – Lavéra
    - Zone du Salat – 13 av. Glilée – 13310 – Saint-Martin-de-Crau
  - Département du Var
    - 923 avenue de Draguignan Z.I. Toulon – Est – 83130 – La Garde

Les prestations feront l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Les prestations sont traitées par marchés à lots séparés :

Désignation des lots	
<b>Lot 1</b>	District des Alpes du Sud
<b>Lot 2</b>	District Rhône Cévennes
<b>Lot 3</b>	District Urbain

Les marchés des lots 1, 2 et 3 seront chacun attribués à 1 soumissionnaire.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

### **1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché**

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

- Le chef du Service des Politiques de l'Exploitant et de la Programmation (SPEP) et le chef du Pôle Services à l'Usager, ou leur représentant, pour toutes les communications relatives à l'exécution du marché en dehors des commandes ;
- Les chefs des Districts ou leur représentant, les chefs de CEI, le chef du SPEP ou son représentant, pour les commandes et opérations de vérification.
- Les chefs des Services d'ingénierie ou leur représentant pour les commandes et opérations de vérification.

### **1-2.2. Notification des décisions**

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

### **1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques**

Sans objet

## **1-3. Point de départ du délai d'exécution**

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG, le délai d'exécution afférent à chaque commande, ainsi que son point de départ, seront précisés dans le bon de commande.

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

## **1-4. Passation des commandes**

Le service désirant passer une commande formalisera sa demande au titulaire par écrit daté (email, lettre...). A compter du jour d'envoi de cette demande, le titulaire établira un devis correspondant aux prestations demandées au plus tard dans un délai de quatorze (14) jours.

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée ou, selon leur montant, par délégation de signature donnée aux agents désignés à l'arrêté préfectoral de subdélégation en vigueur à la date de notification du bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG, les bons de commande pourront être adressés par mail, pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h au vendredi 18 h. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une semaine par courrier électronique, du bon de commande portant la date et l'heure de réception.

Chaque bon de commande précise :

- Le numéro d'EJ de l'accord cadre (mentionné dans la lettre de notification du marché) ;
- Le numéro de l'Engagement Juridique du bon de commande lors de la transmission ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution ;
- Le délai d'exécution ;
- La durée et la date de commencement de la période de préparation s'il y a lieu ;
- La désignation des prestations ;

Ce contenu des bons de commande n'est pas applicable à des commandes réalisées en tant qu'intervention urgente (car il s'agit d'une régularisation de commande).

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

### **1-5. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de fournitures est alloti, les fournitures sont réparties en 3 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
<b>Lot 1</b>	District des Alpes Du Sud
<b>Lot 2</b>	District Rhône Cévennes
<b>Lot 3</b>	District Urbain

### **1-6 Mesures de sécurité – Prestations intéressant la Défense – Obligation de discrétion**

Sans objet.

### **1-7. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

### **1-8. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

#### **1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et



11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-8.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

### **1-8.2.1.** Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### 1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

#### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

#### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché pour faute du titulaire dans les conditions définies à l'article 46.3 du CCAG.

### **1-8.3.** Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 1 000 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, l'attributaire ou les attributaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

En cas d'éventuels contentieux avec des usagers (heurts de panneaux ou cônes) relatifs à une prestation réalisée par le titulaire, la DIRMED redirigera les requêtes reçues vers le titulaire concerné pour attribution. Celui-ci mettra la DIRMED en copie des échanges relatifs au traitement du contentieux.

**1-8.4.** Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial (modèle DIRMED communiqué sur demande ).

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

Les déclarations de sous-traitants doivent intervenir au minimum 21 jours avant toute intervention programmée du sous-traitant. En cas de demande de complément une réactivité sous 5 jours ouvrés est nécessaire.

**1-8.6.** Clauses sociales et environnementales**1-8.5.1.** Clauses sociales pour le/les lot(s) n° 1, 2, 3

Les conditions d'exécution du/des lot(s) n° 1, 2, 3 comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

**1-8.5.2.** Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

Conditions d'exécution
Établissement d'un Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED).

**1-9. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.1 du CCAG.

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES ET CONTRACTUELLES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### A-1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**);
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi et ses annexes.
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires renseigné (BPUF) :
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) de l'offre;
- Le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED) de l'offre ;
- Le mémoire justificatif et explicatif du titulaire.
- Le catalogue du fournisseur
- Les bons de commande émis ;

### A-2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de Fournitures et services en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- Les normes françaises homologuées transposant les normes européennes, les autres normes françaises homologuées et les autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux et les certifications de conformité correspondants aux normes homologuées ;
- Les textes réglementaires cités dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières du présent marché.
- Les normes AFNOR et CE citées dans les différentes pièces du présent marché ;
- Le guide technique du SETRA du 1er juillet 2007 «chantiers routiers et préservation du milieu aquatique ;
- Le manuel du chef de chantier volume I, IV, V, VI et VII SETRA/CEREMA;

Les pièces générales ci-avant énumérées ne sont pas jointes au dossier mais sont réputées être connues des entrepreneurs.

Les documents du CEREMA / DirTecITM (ex SETRA) sont disponibles auprès du bureau de vente du Service d'Etudes Techniques des Routes et Autoroutes (SETRA)

## **ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

#### **3-2.1. Contenu des prix**

En sus des stipulations de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix des prestations sont réputés comprendre :

- La fourniture de tout le matériel nécessaire à l'exécution des prestations de balisage ;
- Le coût de maintenance et le renouvellement des véhicules et des équipements utilisés ;
- La rémunération des équipes, ainsi que des astreintes si celles-ci sont nécessaires ;
- La grande disponibilité dont le titulaire devra faire preuve pour mener à bien chaque intervention qui lui sera demandée, sa capacité à suivre les prestations se déroulant en simultanées ou quasi-simultanément sur l'ensemble du réseau, ainsi que sa faculté à rendre compte à l'acheteur concerné ;
- Les contraintes apportées par des interventions pouvant avoir lieu de nuit et de jour.

Le Titulaire est réputé :

- Avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations ;
- Avoir apprécié toute difficulté inhérente aux différents sites, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre ;
- Avoir contrôlé les indications des documents constituant l'accord-cadre ;
- Avoir tenu compte de toutes les autorisations administratives à obtenir ;
- Avoir tenu compte des frais liés à ses installations de chantier éventuelles, y compris les frais de gardiennage et de stockage si cela est nécessaire ;
- Avoir tenu compte des frais et sujétions entraînés par les contraintes particulières d'accès aux zones de balisage ;
- Avoir tenu compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée d'opérations sur les axes autoroutiers ;
- Avoir tenu compte des sujétions générales suivantes :
  - Aménagements d'horaires de travail imposés par les collectivités locales, ou le maître d'œuvre lors de la prise en compte des contraintes d'exploitation ;
  - Éclairage des zones d'activité la nuit et respect des obligations faites par l'article R.4223-1 du Code du Travail.
- Avoir tenu compte du recours au travail nocturne, au travail le week-end et au travail posté. Ceux-ci devront faire l'objet d'une autorisation préalable de l'Inspection du Travail, puis du maître d'œuvre. L'Inspection du Travail fixera, en accord le cas échéant avec le collègue interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail

(CISSCT), les dispositions particulières à respecter (éclairage, signalisation, ventilation, limitation du bruit...) ;

- Avoir tenu compte des dispositions prévues résultant de l'application des mesures de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé :
  - Participation aux visites d'inspections communes préalables en cas de besoin et, conformément aux articles R.4512-6 à 11 du Code du Travail, établissement d'un plan de prévention établi conformément au modèle joint en annexe au présent CCAP ;
  - Rédaction d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) et ses additifs.
- Avoir tenu compte des frais résultant de l'application du plan d'assurance qualité, notamment ceux relatifs aux opérations de contrôle et de vérification ;
- Avoir tenu compte des dépenses résultant de l'organisation de la protection de l'environnement (mise en place des mesures de protection de l'environnement, y compris le traitement des déchets).

En outre, les prix sont réputés avoir été établis :

➔ En tenant compte :

- des frais généraux, impôts et taxes et la marge du titulaire pour risques et bénéfice ;
- des frais d'assurances complémentaires ou spéciales entraînés par le mode d'exécution des travaux,
- de tous les frais liés à toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations que ces sujétions résultent :
  - ✓ de l'utilisation du domaine public ou du fonctionnement des services publics ;
  - ✓ des phénomènes naturels ;
  - ✓ de toutes les opérations liées au phasage des travaux ;
  - ✓ de la réalisation simultanée d'autres ouvrages ;
  - ✓ l'établissement d'un devis ;
  - ✓ les frais de déplacement pour l'établissement d'un devis ;

➔ En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie décennale y compris la participation aux visites d'inspection commune préalable pendant les travaux avec les services de secours, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS ;

➔ En tenant compte des frais liés à la mise en sécurité du chantier,

➔ En tenant compte des dépenses liées à la présence éventuelle de substances dangereuses, notamment à la présence d'HAP ou d'amiante dans les enrobés ou le béton ;

➔ En tenant compte des dépenses liées aux dispositions à prendre et aux protections à mettre en œuvre pour éviter toute chute de matériels, matériaux et outils et tout rejet de déchets dans le milieu naturel;

➔ En tenant compte des mesures sanitaires à mettre en œuvre en lien avec la pandémie COVID19 tant que cela le nécessitera. Des pénalités seront appliquées si les mesures, bien que nécessaires, n'étaient pas mises en œuvre.

- ➔ En tenant compte de l'application de la clause sociale d'insertion pour l'exécution du marché ;
- ➔ En tenant compte des dépenses et des sujétions liées au respect des mesures environnementales engendrées par le SOSED ;
- ➔ En tenant compte des contraintes environnementales et de protection du milieu naturel vis-à-vis des travaux et d'une pollution de toute nature due à l'exécution (pollution accidentelle). Toute pollution constatée du fait de l'entrepreneur, fera l'objet d'un constat contradictoire et sera traitée aux frais de l'entrepreneur ;
- ➔ En tenant compte des dépenses liées à la législation et aux contraintes locales imposant d'éventuelles restrictions ou obligations en matière de pollution atmosphérique, sonore, pollution des eaux et de gestion des déchets ;
- ➔ En tenant compte de ce qu'un agent de l'entreprise sera chargé de la mise en place du SOSED et du suivi de ce plan tout au long du chantier.
- ➔ En tenant compte des dépenses liées aux mesures engendrées par le respect du Plan d'Assurance Qualité (PAQ) ;
- ➔ En tenant compte des dépenses liées à toutes prestations intellectuelles, tous rebuts, fournitures, transports, livraison, main d'œuvre, ainsi que toutes les sujétions correspondant à l'obtention de la qualité des spécifications de chaque Bon de Commande ;
- ➔ En tenant compte de ce qu'aucune plus-value ne sera accordée si l'obtention des caractéristiques exigées impose la réalisation d'opérations non décrites au marché (les pièces écrites et les documents contractuels ne reproduisant pas les règlements généraux, normes, règles de l'art...sur lesquels ils s'appuient) ;
- ➔ En tenant compte de tous les frais résultant des modifications ou corrections ou mises au point des documents suite à des observations de la maîtrise d'œuvre en vue de leur visa ;
- ➔ En tenant compte de toutes les sujétions correspondant aux frais liés aux opérations de vérification par l'entrepreneur de la qualité de son travail;
- ➔ En tenant compte de l'obligation de la mise à jour quotidienne du journal de chantier, par le responsable de l'activité du chantier (notamment moyens humains et matériels, livraisons, etc.) ;
- ➔ En tenant compte des contraintes d'approvisionnement en matériaux, livraisons et délais compris, pour le titulaire, ses sous-traitant et fournisseurs ;
- ➔ En tenant compte des sujétions et dépenses résultant des différents contrôles intérieurs pour l'ensemble des travaux;
- ➔ En tenant compte des sujétions, dépenses et pertes de temps (délais de préavis et de mise en œuvre, conformément aux CCAP, CCTP et PAQ) imputables aux différents contrôles extérieurs exercés par le maître d'œuvre ou les organismes mandatés par le maître d'ouvrage;
- ➔ En tenant compte des dépenses liées aux facilités données par l'entrepreneur pour les

contrôles extérieurs restant effectués par le maître d'ouvrage sur le chantier, dans les usines, magasins et ateliers, chez les fournisseurs, tous lieux de fabrication d'éléments constitutifs de l'ouvrage. Celles-ci comprennent notamment la mise à disposition des moyens en matériels, personnels, énergies, des matériaux, produits, composants, elles comprennent également les prestations d'études et de travaux, éventuellement nécessaires;

➔ En tenant compte des dépenses liées aux actions relevant des contrôles, vérifications, essais, épreuves, réglages... de l'entrepreneur ou transférées à sa charge et les moyens pour effectuer, y compris pour les ouvrages provisoires et les matériels spéciaux ;

➔ En tenant compte de toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages confiés, y compris tous les frais, prévus ou non, pour arriver au parfait achèvement des travaux, sans aucune exception ni réserve, tous les travaux nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages, l'essai des équipements tels que prévus aux avis techniques;

➔ En tenant compte pendant toute la durée des chantiers des frais de gestion et d'entretien de toute la zone de chantier comprenant également:

- la gestion, l'entretien et les évacuations des installations de chantier;
- le gardiennage du chantier, 7jours/7, 24 heures/24. Toutes disparitions de matériel étant sous la responsabilité de l'entrepreneur;
- la remise en état des lieux et des terrains sur l'emprise du chantier, de ses accès et de ses installations;

➔ En tenant compte des contraintes géotechniques des terrains, de stockages des matériaux liées aux conditions météorologiques ;

➔ En tenant compte d'une manière générale de toutes contraintes de phasage, ainsi que toutes sujétions d'élaboration ou de mise en œuvre décrites dans les pièces du marché ;

➔ En tenant compte des frais liés à la recherche et la présence d'éventuels réseaux de toute nature ainsi que des chantiers éventuellement nécessaires au déplacement, à la transformation ou à la protection de ces installations.

➔ En tenant compte des restrictions en matière d'exploitation sous chantier, notamment concernant l'autorisation de réaliser les travaux impliquant des contraintes significatives de circulation.

➔ En tenant compte des éventuelles contraintes imposées par la proximité des voies ferroviaires y compris les prescriptions du référentiel SNCF-Réseau « MOA tiers – Directives de Sécurité Ferroviaire (DSF) » (référentiel IG94589- Version 01 du 18-12-2017), sur les consignes de sécurité techniques et la participation à la visite de sécurité avec la SNCF ainsi que la rédaction de la notice de sécurité ferroviaire ;

➔ En tenant compte des précautions, les prestations, les indemnités, les dépenses d'équipement et de fonctionnement de chantier et frais complémentaires parmi lesquelles:

- Les installations de chantier conformément aux stipulations du CCAG.
- Les indemnités d'occupations temporaires, de location ou de redevance et de remise en état des terrains éventuellement utilisés par l'Entrepreneur et éventuellement nécessaires pour les installations de chantier, les lieux de dépôt des déblais en excédent, circulations diverses, etc. conformément aux stipulations du CCAG
- La signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique conformément aux



stipulations du CCA.

- Le maintien des communications et des écoulements naturels conformément aux stipulations du CCAG. A noter que, pendant toute la durée des travaux, les éventuels écoulements hydrauliques existants sur les parties circulées de l'ouvrage sont maintenus et dans les zones de travaux, les eaux sont récupérées et évacuées sans rejet direct;
- de l'établissement des états des lieux préalables au début des travaux;

➔ En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les valeurs suivantes:

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée ou période de mesure
Vent	70 km/h	1 heure
Pluie d'orage	60 mm	24 heures consécutives
Neige	80 cm	12 heures consécutives
Gel	-5°C	24 h consécutives sous abri de chantier

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels (vent, pluie, et gel) : Station météo-France la plus proche du site des travaux.

Pour le phénomène « neige », qui n'est pas une donnée enregistrée par Météo-France, le seuil retenu sera adapté sur le site du chantier

➔ Les pièces du marché renseignent l'entrepreneur sur la nature des travaux à effectuer, sur leur volume, leurs dimensions et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas de caractère limitatif et que l'entrepreneur devra exécuter comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux, études, investigations de sa compétence que sa profession nécessite et qui sont nécessaires pour l'obtention complète du résultat final objet du marché. Dans cette optique, l'ensemble des prix prévus au marché est supposé rémunérer l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation des ouvrages conformément aux spécifications du marché. Les prix sont également réputés inclure toutes les dépenses générales nécessaires au bon déroulement du chantier. L'entrepreneur est censé avoir pris connaissance sur le site des travaux de l'ensemble des données géologiques, géotechniques, hydrologiques, administratives, d'accessibilité, d'exploitation...

➔ En tenant compte de la saisie des bons de déchets sur l'application Trackdéchet pour le compte du maître d'ouvrage;

➔ En tenant compte des sujétions générales et contraintes liées à la réglementation du travail. Il est précisé que le maître d'ouvrage n'est pas responsable des travaux décidés par d'autres collectivités ou divers gestionnaires de réseaux ou d'ouvrages susceptibles d'affecter les conditions d'accès extérieures au chantier.

**3-2.2.** Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

**3-2.2.1. Pour les fournitures, partie A, « fourniture et livraison des matériels de signalisation »**

Les prestations Partie A faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le ou les catalogues des fournitures, affectés de rabais indiqué(s) dans la grille de rabais par série et/ou majoration(s) indiqué(s) à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Toute fourniture de signalisation supplémentaire pour laquelle le catalogue initial n'a pas prévu de prix pour la partie A, fait l'objet d'une actualisation de catalogue par ordre de service fixant provisoirement un nouveau catalogue. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le représentant de l'acheteur.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

Le titulaire s'engage, en outre, à faire profiter l'acheteur des rabais exceptionnels consentis dans le cadre d'actions promotionnelles.

**3-2.2.2. Pour les prestations, partie B « fourniture et pose »**

Les fournitures ou prestations partie B faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires, dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix pour la partie B, fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le représentant de l'acheteur.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

Le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le représentant de l'acheteur.

**3-2.3.** Modalités du règlement des comptes du marché

Le titulaire n'accepte pas la carte d'achat.

Les modalités de règlement du marché déroge aux articles *11 et 12* du CCAG.

La périodicité des règlements sera mensuelle.

### **3-2.4. Modalités de transmission et de paiement**

#### **3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement**

Les factures (demandes de paiement) sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché : DIRMED-24-012
- Le numéro de SIRET du Maître d'ouvrage DIRMED : 110 002 011 00044
- Le code du service exécutant de la dépense « CGFB200013 »
- Numéro d'engagement juridique : se reporter à la lettre de notification du marché.
- Numéro d'engagement juridique du BDC : se reporter au bon de commande.

**Une copie de la demande de paiement sera adressée au responsable d'opération par courrier électronique. Cette copie sera adressée au représentant de l'acheteur ayant envoyé le Bon de commande au titulaire.**

**Néanmoins, le paiement ne pouvant être réalisé au vu de cette copie, elle ne fait donc pas courir le délai global de paiement prévu par l'article R2192-12 du Code de la Commande Publique.**

#### **3-2-4.2 Modalités de paiement**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3-2.5. Répartition des dépenses communes de chantier**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

### **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues et par dérogation à l'article 15.3 du CCAG aux primes.

Pour les indemnités de dédit ou d'attente, la variation est calculée avec le premier index défini à l'article 3-3.3. du CCAP.

**3-3.1.** Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

#### **3-3.2.** Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché et ses rabais sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédent la date de remise des offres (mois zéro).

#### **3-3.3.** Choix de l'index de référence

L'index de référence ***I*** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet de **l'ensemble des lots** est :

Index / Désignation	Formule de l'index	Série concernée
Fourniture	35% ICHT-IME + 15% FSD1 + 20% Aluminium + 15% Produits en acier allié + 15% BT10	Prix de la Série A (Catalogue(s))
Fourniture et pose	70% (35% ICHT-IME + 15% FSD1 + 20% Aluminium + 15% Produits en acier allié + 15% BT10) + 30% TP08	Prix de la Série B (BPU)

Les index indiqués dans les formules sont publiés au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index et consultable sur le site internet de l'INSEE « <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7942616#documentation> ».

#### **3-3.4.** Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision ***C<sub>n</sub>*** est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec : ***I<sub>0</sub>*** = Valeur de l'index de référence ***I*** prise au mois précédent la date remise des offres m0 ;

***I<sub>n</sub>*** = Valeur de l'index de référence ***I*** prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité des règlements.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation

contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3-4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au représentant de l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

### **4-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

## **4-2. Pénalités pour retard d'exécution**

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG

### **4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des prestations prévus au bon de commande, pour les 15 premiers jours de retard, une pénalité journalière de 200 € puis, pour chaque jour de retard ultérieur, une pénalité de 50 €.

### **4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts**

Sans objet.

## **4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

### **4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention**

Sans objet.

### **4-3.2. Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention**

En cas de non-respect de l'heure de fin des travaux (précisée sur le bon de commande) retardant la réouverture de voie, une pénalité horaire de 200 € sera appliquée.

### **4-3.3. Pénalité pour indisponibilité**

Sans objet.

### **4-3.5. Retenue pour non remise de documentation**

En cas de retard dans la remise de la documentation visée à l'article 7-3.9, le titulaire subit une retenue forfaitaire de 500 €.

### **4-3.6. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs**

En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions de l'article 7-6 du présent marché, une pénalité journalière de 200 € est appliquée, après constatation par le chef de l'entreprise utilisatrice ou son représentant habilité et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.

### **4-3.7. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur**

Sans objet.

**4-3.8.** Clauses sociales concernant le/les lot(s) lots n° 1, 2, 3

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser pour chaque lot, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 50 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non respect des prescriptions fixées à l'article 11.2 pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par document et par jour, à compter de la mise en demeure par l'acheteur.

**4-3.9** Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 €

**4-3.10** Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €.

**4-3.11.** Pénalité pour non respect de la signalisation de chantier

En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions de l'article 4.7.2 du CCTP, une pénalité journalière de 1 000 € est appliquée, après constatation par le représentant habilité de l'acheteur et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.

**4-3.12.** Autres pénalités diverses

Le CCAG s'applique à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Une pénalité de 200 € par jour de retard de la livraison sera appliquée.

**4-3.13.** Pénalité pour retard dans la remise des devis

En cas de non-respect de la remise de devis défini à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité de 200€ par jour de retard.

**4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

**4-5. Interventions urgentes**

Les interventions urgentes seront effectuées sur simple appel téléphonique, par messagerie du profil d'acheteur (plate-forme PLACE) ou par mail de l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées à l'article 1-4 du présent CCAP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement et régularisées par bon(s) de commande.

Les interventions sont effectuées dans le délai maximal suivant :

- En heures ouvrables de jour (soit de 08h00 à 18h00) : délai de 4 heures
- En heures nuit (soit de 18h00 à 8h00) : délai de 5 heures

- En heures non ouvrables (dimanches et jours fériés) : délai de 6 heures

Le délai commence à courir à partir de la réception de l'appel téléphonique, de la télécopie, du message sur la messagerie du profil acheteur ou du courriel. Il est compté en heures/jours de non-intervention.

En fonction du matériel lourd qui pourrait être mis en oeuvre pour une intervention le bon de commande précisera, par dérogation aux délais fixés ci-dessus, le délai d'intervention demandé par l'acheteur sans que ce dernier ne puisse être supérieur à 24 heures.

En cas de non-respect des délais d'intervention pour une intervention urgente fixés ci-dessus, le titulaire encourt une pénalité horaire fixée à 500 € non divisible.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avances**

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 10 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 10 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

<b>Lot</b>	<b>①</b>
1	5,00 %
2	5,00 %
3	5,00 %

① % du montant initial TTC du bon de commande du lot.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en oeuvre de la clause de variation des prix.



Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

### **6-1 Caractéristiques, qualités, vérification, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa de l'acheteur, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

### **6-2 Essais**

La fabrication d'éléments témoins est rémunérée au titulaire.

## **ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXECUTION DU MARCHÉ**

### **7-1. Période de préparation**

Les bons de commandes préciseront les commandes pour lesquelles une période de préparation est nécessaire. Cf article 3-2 de l'Acte d'Engagement.

Le marché est soumis aux dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail, les mesures à prendre pendant la période de préparation sont précisées à l'article 7-6.1 ci-après.

En outre, il est procédé aux opérations suivantes :

- **Par les soins du titulaire :**
- 30 jours après la notification du marché, le titulaire fournira la feuille de calcul (version numérique), permettant le suivi des commandes .
  - Les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.
  - La prolongation de la période de préparation par ordre de service de l'acheteur ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.
  - Le titulaire doit établir et présenter au visa de l'acheteur le SOSED, dans le délai de 15 jours à compter de la notification du bon de commande.

### **7-2. Programme d'exécution**

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

### **7-3. Conditions d'exécution**

#### **7-3.1. Dispositif de sécurité**

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection ...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

#### **7-3.2. Installation des chantiers du titulaire**

Sans objet.

### **7-3.3.** Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

#### **A - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire**

Le titulaire prend en charge les matériels, objets et approvisionnements dans les conditions définies dans le CCTP.

#### **B - Stockage, emballage, et transport**

Le titulaire prend en charge le stockage, l'emballage et le transport dans les conditions définies dans le CCTP.

### **7-3.4.** Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

La signalisation des sites d'intervention dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique est réalisée par le titulaire sous le contrôle de monsieur le chef du district concerné de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée, ou son représentant.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au représentant de l'acheteur le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

La signalisation temporaire de chantier est destinée à avertir et guider l'utilisateur afin d'assurer sa sécurité et celle du personnel sur les chantiers se déroulant sur le réseau de la DIR Méditerranée.

Lorsque la mise en place de la signalisation temporaire de chantier est réalisée par le titulaire, les stipulations du fascicule des règles générales de sécurité joint en annexe du CCTP seront scrupuleusement respectées. La signalisation mise en oeuvre par le titulaire devra être conforme aux textes en vigueur, et notamment à :

- l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 6 novembre 1992 (huitième partie) et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,
- aux schémas de signalisation temporaire du manuel du chef de chantier - routes à chaussées séparées (Cerema, 2020) et routes bidirectionnelles (document du SETRA, édition 2000), éventuellement à des schémas adaptés à des cas spécifiques (configuration de terrain, exigences du chantier...) fournis par le gestionnaire des voies.

Le titulaire a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance des panneaux et des dispositifs de signalisation temporaire de chantier.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

### **7-3.5.** Maintien des communications

Sans objet.

### **7-3.6.** Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

**7-3.7. Mise à disposition de matériels par l'acheteur**

Sans objet.

**7-3.8. Prise en charge et restitution des installations et de la documentation****A - Prise en charge des installations**

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements, objet du marché.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de la personne publique.

**B - Restitution des installations**

Aucune stipulation particulière.

**C - Prise en charge et restitution de la documentation des installations**

Aucune stipulation particulière.

**7-3.9. Documentation technique**

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation et ses éventuels rectificatifs rédigée en **langue française** nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles.

**7-3.10. Revendications des tiers**

Le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent marché.

Si l'acheteur est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations exécutées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

**7-4. Conditions d'intervention**

La réalisation des prestations devra respecter les délais définis dans le bon de commande, les prix du marché établis par l'entreprise étant réputés en tenir compte.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait qu'il devra faire preuve d'une grande réactivité pour confirmer sa disponibilité pour mener à bien l'intervention demandée, il devra également faire preuve d'une capacité à suivre les prestations se déroulant en simultanées ou quasi-simultanément sur l'ensemble du réseau, ainsi que d'une faculté à rendre compte à l'acheteur concerné et à suivre administrativement le marché public.

**7-5. Formation**

Tout intervenant sur le réseau doit avoir suivi au préalable une formation de sensibilisation à la sécurité pour les interventions sur réseau routier et une formation sur les règles de pose et de dépose de signalisation temporaire sur réseau routier.

Ces formations sont à la charge de l'employeur qui doit l'attester à l'acheteur à l'aide d'une attestation de suivi de formation. Ces formations doivent également être suivies par les intérimaires auxquels l'entreprise ferait appel.

## **7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Il est fait application des dispositions suivantes :

Lorsqu'une ou des entreprises extérieures, font intervenir leur personnel pour exécuter une opération ou participer à l'exécution d'une opération dans nos bâtiments, dépendances ou chantiers, des principes généraux de prévention doivent être mis en oeuvre conformément aux textes suivants :

- Le Décret 92-158 du 20 février 1992, qui fixe les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux interventions effectuées dans les bâtiments, dépendances ou chantiers, d'un établissement par une entreprise extérieure. Parmi ces prescriptions, figurent la Visite Préalable, le Plan de Prévention, le Permis Feu.
- Le Décret 94-1159 du 26 décembre 1994, qui fixe les prescriptions en matière de coordination pour la sécurité et la protection de la santé (Coordination SPS) dès lors qu'il y a co-activité.
- L'arrêté du 26 avril 1996, qui adapte le décret 92-158 pour les opérations de chargement et de déchargement en demandant l'élaboration d'un Protocole de Sécurité.
- Le Décret 88-1056 du 14 novembre 1988 et la norme UTE C15-510 , qui fixent les prescriptions en matière de Consignation/Déconsignation pour intervenir sur les réseaux électriques hors tension
- Les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514- 1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel ;
- Les dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996 pris en application de l'article R.4511-9 du code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure, sont mises en oeuvre ;
- Dans la suite du présent article et en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail, le terme "chef d'entreprise" s'applique au chef d'entreprise ou à son représentant habilité.
- Le titulaire devra procéder à l'Établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Le PPSPS sera accompagné d'une annexe Covid-19 qui précisera les mesures prises par l'entreprise pour assurer la protection des employés contre le risque covid.
- Cette obligation est applicable à chaque intervenant.
- Les PPSPS accompagnés de leur annexe Covid-19 doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 45 jours à compter du début de la période de préparation.

### 7.6.1. Dispositions à prendre pendant la période de préparation

#### **A - Échange d'informations**

Dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation les chefs d'entreprises destinataires et transporteurs se communiquent par écrit :

- Toutes les informations et indications utiles à l'évaluation des risques de toutes natures générés par les opérations répétitives de déchargement dans le site destinataire ;
- Les mesures de prévention des risques et de sécurité qui doivent être observées à chacune des phases de l'opération.

#### **B - Protocole de sécurité**

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 26 avril 1996, un protocole de sécurité remplace le plan de prévention prévu aux articles R.4512-6 et 8 à 11 et suivants du code du travail.

### 7.6.2. Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site d'accueil

Les chefs d'entreprises mettent en oeuvre les mesures prévues par le protocole de sécurité. le titulaire communique directement au CSPS le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) accompagné d'une annexe covid19 qui précisera les mesures prises par l'entreprise pour assurer la protection des employés contre le risque covid.

### 7.6.3. Surveillance médicale des salariés

Aucune stipulation particulière.

## **ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais**

#### **8-1.1. Surveillance en usine**

Sans objet.

#### **8-1.2. Vérifications quantitatives**

Pour les fournitures, une admission est prononcée à l'issue des opérations de vérification de chaque commande.

Pour les travaux, à l'achèvement des travaux relatifs à un bon de commande, le représentant du maître d'oeuvre, procède en présence de l'entrepreneur ou de son représentant à la réception des travaux, et dresse un constat de ces opérations.

Si les opérations ne comportent pas de réserve, la réception partielle est réputée acquise au vu du procès verbal des opérations préalables à la réception valant état des lieux contradictoire.

Dans le cas où le maître d'oeuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

### **8-1.3.** Vérifications qualitatives

Conformément à l'article 6 du CCTP

### **8-1.4.** Essais

Sans objet.

## **8-2. Admission**

Une admission est prononcée à l'issue des opérations de vérification de chaque commande.

## **8-3. Garantie(s)**

### **8-3.1.** Garantie des prestations

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision de l'acheteur après l'avoir consulté.

### **8-3.2.** Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

### **8-3.3.** Garantie particulières

Sans objet.

### **8-3.4.** Garantie des fournitures

Les conditions de garantie des prestations sont les suivantes :

- Le matériel est garanti pièces et main d'oeuvre, intervention sur site ou retour en usine, contre tout défaut de matière ou vice de fabrication, pendant 1 an à compter de la date de constat d'aptitude.
- Pendant cette période, le titulaire assure à ses frais, la réparation ou le remplacement des pièces défectueuses.
- Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.
- Les pièces reprises deviennent la propriété du titulaire.

### **8-3.5.** Garantie des vices cachés

En complément de l'article 33 du CCAG, les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du code civil.

## **ARTICLE 9. RESILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Est notamment considérée comme cas de force majeure, aux termes de l'article 40.1 2<sup>ème</sup> alinéa du CCAG, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou en cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES**

Les stipulations concernant les clauses techniques sont dans le CCTP.



## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

L'acheteur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP et de l'article 16.1 du CCAG en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'article 16.1 du CCAG définit en particulier les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire et par le maître d'ouvrage ainsi que le rôle du facilitateur désigné ci-dessous.

Cette clause est applicable au(x) lot(s) suivant(s) :

<b>Désignation des lots</b>	
<b>Lot 1</b>	District des Alpes Du Sud
<b>Lot 2</b>	District Rhône Cévennes
<b>Lot 3</b>	District Urbain

Pour l'exécution du/des lot(s) n° 1, 2, 3 , chacun des titulaires devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

### **11-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser**

<b>Lot</b>	<b>Nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché</b>
1	Le volume d'heure est de 150 heures par an. Cette clause sera appliquée au cumul des bons de commande.
2	Le volume d'heure est de 150 heures par an. Cette clause sera appliquée au cumul des bons de commande.
3	Le volume d'heure est de 300 heures par an. Cette clause sera appliquée au cumul des bons de commande.

L'objectif annuel d'heures d'insertion se déclenchera à condition qu'au moins un bon de commande soit engagé sur l'année.

La globalisation des heures d'insertion par le titulaire est autorisée.

## **11-2. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'acheteur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

Lot 1	Département des Alpes / Hautes Alpes,  Benedicte MEYER Tel. 04 92 75 24 47 Tel. 04 65 10 03 58 <a href="mailto:clausesociale@objectifplus.org">clausesociale@objectifplus.org</a>
Lot 2	Départements Rhône Cévennes, PLIE de Cévenol  Rachid Benlahcene Tél. 04.66.25.49.87 <a href="mailto:rachid@pliecevenol.org">rachid@pliecevenol.org</a>
Lot 3	Départements District Urbain Métropole Aix-Marseille Provence Facilitatrice des clauses sociales Direction Insertion Emploi BP 48 014 13 567 MARSEILLE CEDEX 02  Cécilia REVEL Tél. 06 23 61 80 59 <a href="mailto:cecilia.revel@ampmetropole.fr">cecilia.revel@ampmetropole.fr</a>

Le titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4-4.8 du présent CCAP.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le facilitateur transmettra à cette fin les documents suivants au rythme mensuel :

- les feuilles d'heures mensuelles des personnes éligibles
- le bilan global des heures réalisées décomposé mensuellement

## **ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG :**

CCAP 1-8.3	Déroge à l'article	9-2 du CCAG
CCAP 2	Déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.3	Déroge aux articles	11 et 12 du CCAG
CCAP 3-3	Déroge à l'article	15.3 du CCAG
CCAP 4	Déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4-2	Déroge aux articles	14.1.2 et 14.1.1 du CCAG
CCAP 4-2.1	Déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCAP 9	Déroge à l'article	41.2 du CCAG

### **b) CCTG et CPC travaux publics**

### **c) Normes françaises homologuées**

### **d) Autres normes**